

d'examiner la situation dans le secteur agricole et de proposer une orientation politique. Ces groupes de travail se sont réunis. Ils ont déposé des rapports et le ministre a promis qu'une loi entrerait en vigueur pour la campagne agricole 1991-1992. Toutefois, aucun projet de loi n'a encore été présenté ni soumis à la Chambre. La Chambre a été saisie de toutes sortes de projets de loi d'ordre administratif, mais pas de ce projet de loi très important qui nécessite un débat sérieux et approfondi.

• (1900)

Le gouvernement s'est déjà vanté d'avoir consacré, ces dernières années, des milliards et des milliards de dollars à l'agriculture, et c'est exact. Mais ces milliards, il ne les a pas investis dans le meilleur intérêt des agriculteurs. Il n'a pas dépensé cet argent dans le meilleur intérêt des citoyens et des contribuables en général. En dépit de tout l'argent qui a été investi dans le secteur agricole, le nombre des agriculteurs diminue chaque année. Le nombre des faillites agricoles a augmenté considérablement. Il existe un problème dans le Canada rural. Nous avons 65 000 agriculteurs en Saskatchewan, en 1985, quand le gouvernement a promis de présenter un projet de loi et nous en avons moins de 60 000 maintenant: dans cette province seulement, nous en perdons plus de 1 000 par année.

Le problème est grave et la situation désespérée. Les localités rurales du Canada souffrent et elles perdent leurs emplois et leurs entreprises parce que l'économie agricole disparaît. Elles s'étiolaient depuis longtemps; elles commencent maintenant à s'écrouler. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé au Canada ont négligé cette question très importante qui touche une grande partie de notre pays: l'avenir et le bien-être des ruraux canadiens.

Ma question est simple et directe. Quand le gouvernement présentera-t-il un projet de loi pour s'attaquer à la crise agricole du Canada? Il a promis de légiférer, mais il ne l'a pas fait. Dans l'ouest du Canada, nous avons eu l'une de nos meilleures récoltes depuis des décennies. Des agriculteurs me disent que c'est la meilleure récolte qu'ils ont jamais eue. Ils ont du grain dans les champs, certes, mais ils ne peuvent pas le vendre. Ils ne peuvent le vendre qu'à un prix dérisoire.

### *L'ajournement*

Le gouvernement a promis de présenter un projet de loi et quand il le fera, la mesure devra être analysée et débattue. J'espère qu'il n'a pas l'intention de le faire au printemps prochain et de demander à l'opposition de l'adopter à toute vapeur. Ce serait certainement injuste. C'est ce qu'il a fait dans le cas des paiements anticipés. Il a présenté le projet de loi en septembre et il a prétendu que c'étaient les néo-démocrates qui le retardaient et que s'il pouvait être adopté, les agriculteurs auraient leurs paiements. C'est extrêmement injuste et antidémocratique. Cette question est trop importante pour que le gouvernement adopte une telle attitude.

Quand le gouvernement soumettra-t-il un projet de loi à la Chambre et quel en sera le but? Aura-t-il pour but d'aider les familles rurales à survivre ou d'aider l'industrie agro-alimentaire et tous les Cargill du monde? Quand aurons-nous un projet de loi et quel en sera le but?

**M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, il est évident que les agriculteurs vivent une situation ironique en raison de la récolte record de toutes les régions du Canada. Les prix ont chuté au moment où les réserves mondiales ont faussé les subventions à l'exportation, ainsi que nos prix.

J'ai une chose à dire. Lorsque les agriculteurs ont appelé le gouvernement à l'aide, ce dernier a répondu à leur appel.

Plus tôt cette année, le 13 octobre, le ministre de l'Agriculture a annoncé la réintroduction pour une année du programme d'avances d'argent sans intérêt pour les céréales non vendues. Cela va aider beaucoup de producteurs.

Cela permet de leur verser 50 000 \$ ou plus, sans intérêt; s'ils ont besoin de davantage et se qualifient à cet égard, ils peuvent en recevoir plus.

Même ce montant va grandement améliorer les liquidités de beaucoup de nos agriculteurs. Cela va permettre d'avancer plus de 1,4 milliard de dollars sans intérêt, ce qui revient à un coût total de près de 95 millions de dollars. Bien sûr, nous savons tous comment vont être gérés ces programmes—par l'entremise des divers groupes, qu'ils se trouvent dans l'ouest du Canada ou dans